

# Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate



Association  
pour le développement  
de l'éducation  
en Afrique

## **Bamako +5 : quels enseignants pour relever le défi de la double exigence d'une éducation de qualité pour tous ?**

**Bamako, 27 octobre 2009** – Le ministre malien de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues nationales. M. Salikou Sanogo, a ouvert aujourd'hui la seconde conférence sur les enseignants contractuels abritée par son pays, en annonçant que son gouvernement vient de prendre des mesures pour l'intégration de cette catégorie d'agents dans la fonction publique de l'Etat et des collectivités. « L'ensemble de ces mesures, a-t-il poursuivi, contribue à viabiliser le métier d'enseignant et à assurer les conditions financières, matérielles, psychologiques et sociales de sa valorisation et de sa pérennisation. »

S'adressant à plus de 200 participants représentant une vingtaine de pays africains, anglophones, francophones et lusophones, des partenaires du développement, des syndicats d'enseignants, des associations de parents d'élèves et autres organisations de la société civile, le ministre a affirmé que, cinq ans après la première conférence de Bamako, en novembre 2004, « nos systèmes éducatifs ont parcouru du chemin dans la voie de l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les enseignants ».

Il s'agit maintenant, a poursuivi M. Sanogo, de procéder à une évaluation des actions menées et, à cet égard, les travaux « fourniront les différents indicateurs nous permettant d'apprécier la situation, de renforcer les acquis, de proposer des pistes pour une amélioration significative de nos politiques et stratégies d'utilisation du personnel enseignant contractuel ».

M. Ahlin Byll-Cataria, secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), a fait observer pour sa part que l'exercice ne consiste pas à « porter un jugement sur les réalisations des pays mais plutôt de faire ensemble un bilan et d'apprendre des expériences des uns et des autres, des succès, mais aussi des difficultés ou blocages rencontrés ». Cela permettra, a-t-il ajouté de prendre en considération la diversité des contextes, allant au-delà des onze pays francophones présents en 2004. Il s'est réjoui de la forte participation des pays lusophones et anglophones.

**Association pour le développement de l'éducation en Afrique**

Banque africaine de développement (BAD)

Agence relocalisée temporairement

BP 323 – 1002 Tunis Belvédère - Tunisie

Tél : +216/ 71 10 39 00

Mél : [adeacommunication@afdb.org](mailto:adeacommunication@afdb.org); site web : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)

Le secrétaire exécutif de l'ADEA a rappelé que l'éducation « n'est pas du seul domaine de responsabilité des ministres de l'éducation » et « repose sur une bonne concertation, coordination, collaboration avec d'autres ministères ». Il a également souligné que la formation et l'accompagnement des enseignants en Afrique bénéficiaient de plusieurs initiatives ainsi que de la mobilisation de nombreuses institutions en faveur de l'utilisation des TICE pour favoriser l'accès à une éducation de qualité pour tous en Afrique.

Au nom de l'Union africaine (UA), M. Mohamed Chérif Diarra, expert en éducation, a souligné l'importance que l'organisation continentale accorde à la problématique globale des enseignants dans le plan d'action de la seconde Décennie de l'Éducation en Afrique lancée au sommet de Khartoum en janvier 2006. Leur perfectionnement, a-t-il rappelé, figure parmi les sept axes stratégiques de ce plan qui met un accent particulier « sur la mobilité des enseignants, tendant à favoriser le mouvement des enseignants des zones excédentaires vers les zones déficitaires ». Cette mesure, a-t-il indiqué, « se concrétisera par la mise sur pied de quatre centres régionaux de formation sur le continent africain ».

En félicitant l'ADEA et le gouvernement malien pour la tenue des présentes assises, le représentant de l'Union africaine a déclaré : « Sans bons enseignants il ne peut y avoir ni des enseignements de qualité, ni donc de bons élèves. »

Par la voix de la coordinatrice en chef de son Bureau en Afrique, Mme Assibi Napoe, l'Internationale de l'Éducation, une coalition de 30 millions de membres, a plaidé pour l'affectation de 20% du budget national à l'éducation. Elle a exprimé ses préoccupations face au contexte de la crise financière et économique généralisée et des crises politiques qui s'amplifient sur le continent.

Outre le Mali, les pays africains suivants sont présents à Bamako +5 : Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Niger, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zanzibar.

## **Bamako, 27 octobre 2009**

---

### Contacts presse :

- **Thanh-Hoa Desruelles**, Relations externes et communication, ADEA, [t.desruelles@afdb.org](mailto:t.desruelles@afdb.org),
  - Tel à Tunis (Tunisie) : +216/ 7110 3432 (bureau), +216/ 21 69 11 46 (portable)
- **Alcinou Da Costa**, consultant communication et presse, [alcinou@orange.fr](mailto:alcinou@orange.fr)
  - Tel à Bamako (Mali) : +223/ 76 85 27 03 (portable)
- **Lawalley Cole**, coordonnateur, Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED), ADEA, [l.cole@unesco.org](mailto:l.cole@unesco.org) – [www.adea-comed.org](http://www.adea-comed.org)
  - Tel à Cotonou (Bénin) : +229 21 32 04 17 / 03 53 (bureau) ; +229 93 98 03 23 (portable) ; +229 95 29 51 55 (portable)
  - Tel à Bamako (Mali) : +223/ 768 573 40 (portable)

### **Association pour le développement de l'éducation en Afrique**

Banque africaine de développement (BAD)

Agence relocalisée temporairement

BP 323 – 1002 Tunis Belvédère – Tunisie

Tél : +216/ 71 10 39 00

Mél : [adeacommunication@afdb.org](mailto:adeacommunication@afdb.org) site web : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)